

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

Eric Decarro (26 février 2009)

Introduction

Le texte qui suit reproduit - en le développant sur certains points - le contenu d'un exposé présenté le 13 décembre dans le cadre d'une journée de débat sur la crise organisé par « Solidarités ».

Cette crise constitue désormais, de l'avis général, la plus grave crise qu'ait connu le capitalisme depuis la grande dépression de 1929.

C'est la 1ère fois depuis cette époque qu'une crise financière frappe le cœur du système financier mondial et la principale puissance mondiale, les Etats-Unis. Plusieurs crises financières ont bien éclaté depuis 15 ans, mais aucune n'a frappé directement (ou si violemment) Wall Street, ni plombé la croissance mondiale.

Il s'agit aussi de la première récession - voire dépression - véritablement mondiale. Tous les pays vont être tôt ou tard plongés dans la tourmente, y compris ceux qui n'ont absolument rien à voir avec la crise des subprime.

Ce texte porte sur les développements de la crise depuis son éclatement en juillet 2007 jusqu'à mi-décembre 2008. Il est donc daté puisque la crise s'est encore amplifiée depuis lors. J'ai parfois utilisé cependant certaines informations publiées jusqu'à fin février.

Les éléments qui figurent dans le présent texte seront traités dans un document plus long qui sera affiché sur le site « travail-et-salariat.org ». Les développements de la crise jusqu'à fin février 2009 seront pris en compte : affaire Madoff, tendances déflationnistes, explosion de la dette des Etats pour financer les plans de sauvetage des banques ou de relance de l'économie, nouveau plan de Tim Geithner, secrétaire au trésor de l'administration Obama ; évolution des indices boursiers et des marchés des matières premières.

J'ai choisi de découper ce texte en courts paragraphes pour en faciliter la lecture. La plupart des informations contenues dans ce texte proviennent d'articles parus dans « Le Monde », « le Temps », la « Tribune de Genève », « Le Courrier de Genève » ou « le Canard Enchaîné ». J'ai aussi puisé des informations chez l'économiste Nouriel Roubini, l'un des seuls à avoir compris la gravité de cette crise dès son origine, et chez le sociologue français Paul Jorion qui a lui aussi vu venir la crise des subprimes.

1. L' éclatement de la crise des subprimes

1. Pour relancer l'économie des Etats-Unis après la crise de la « nouvelle économie » en 2001 et les attentats du 11 septembre, les autorités américaines ont décidé de réduire les taux d'intérêt. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, a baissé les taux d'intérêt à 1% ; cette mesure a favorisé un boom de l'investissement dans le secteur immobilier qui a largement contribué à la croissance américaine dans la période 2001- 2006. Ce boom immobilier a généré une augmentation continue de la valeur des maisons jusqu'en 2006.

2. C'est dans ce contexte que le secteur financier a développé fortement ses crédits immobiliers, en différenciant le secteur prime, destiné en principe aux catégories de la population pouvant faire face aux charges que comporte sur la durée l'achat d'une maison et le secteur subprime, destiné aux catégories pauvres de la population, parmi lesquelles le risque de défaut de paiement est élevé.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

3. Le secteur subprime a connu une expansion particulièrement forte. C'est une armada de courtiers qui ont harcelé ces populations avec des propositions alléchantes, leur faisant miroiter la possibilité de réaliser le rêve américain selon lequel aux Etats-Unis, chacun peut posséder sa propre maison.
4. C'est ainsi qu'entre 2002 et 2004, par exemple, les crédits subprime sont passés de 9% à 20 % du total des crédits hypothécaires aux Etats-Unis.
5. Les taux d'intérêt auxquels étaient soumis ces prêts étaient évidemment sensiblement supérieurs pour les emprunteurs subprimes que pour ceux du secteur prime, en raison d'un plus grand risque de défaillance. Ils pouvaient atteindre selon l'apport de fonds propres, de 11 à 18 % pour le secteur subprime contre 3,5 à 5,5% pour le secteur prime.
6. On a de plus appâté les catégories les plus pauvres avec des taux d'intérêt de départ alléchants, en dessous du taux d'intérêt réel. Bien loin de réduire la dette, ces taux d'intérêt l'alourdissaient. On était en présence d'un amortissement négatif, ce qui signifie que la dette, le principal, ne cessait d'augmenter.
7. Du coup, les emprunteurs étaient piégés et ne pouvaient même pas se dégager en vendant leur maison, la valeur de celle-ci tendant à tomber au-dessous de la valeur du prêt. C'est pourquoi, après la période de départ caractérisée par des taux d'intérêt appât, une brutale correction de ces taux à la hausse s'ensuivait.
8. Les minorités noire, et dans une moindre mesure, latino américaine ont subi une discrimination particulière dans ce processus : beaucoup de ménages qui auraient pu prétendre à un prêt secteur prime ont été soumis aux conditions du secteur subprime en raison de l'absence de filiales bancaires dans les quartiers où se concentrent les représentants de ces minorités, ou de l'agressivité des courtiers.
9. Tout ce processus a pu se poursuivre tant que le prix des maisons étaient à la hausse. Entre 2000 et 2006, le prix des maisons aux Etats-Unis a augmenté de 100%.
10. Les financiers qui accordaient ces prêts étaient alors certains de rentrer dans leurs fonds en cas de défaillance de l'emprunteur. Le marché de l'immobilier apparaissait comme absolument sûr.
11. Les choses se sont évidemment gâtées au moment où les taux d'intérêt sont repartis à la hausse, en 2005 sauf erreur, piégeant tous les emprunteurs à taux variables, au moment aussi où le prix des maisons a commencé de baisser, après une période de stabilisation, en 2006.
12. Le secteur financier a montré une grande créativité dans ce secteur en titrisant tous ces crédits immobiliers sous forme d'obligations. Ces obligations fondées sur des paquets de crédits hypothécaires étaient considérées comme des quasi-liquidités : elles pouvaient s'acheter et se vendre en tous temps sur le marché.
13. Les banques pouvaient ainsi créer de tels titres et vendre ensuite ces produits structurés à d'autres banques ou instituts financiers. Cela leur permettait de sortir ces crédits hypothécaires de leurs bilans. Ils ne pesaient plus sur leurs fonds propres, ce qui permettait aux banques d'élargir leurs affaires.
14. Ces titres ont permis à leurs détenteurs d'enregistrer des rendements annuels de 10 à 11%, bien supérieurs donc au rendement des bons du Trésor américain. Les investisseurs financiers, en particulier les banques d'investissement et les hedge

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

funds, se sont donc rués sur ces titres jusqu'à l'été 2007, au moment où la crise a éclaté.

15. Le problème, c'est que ces titres fondés sur les crédits immobiliers étaient emballés dans des « paquets » dans lesquels on avait soigneusement mélangé les titres réputés « sûrs », avec ceux qui étaient manifestement « douteux », c'est-à-dire fondés sur les emprunts hypothécaires contractés par les catégories de la population qui n'étaient manifestement pas en mesure d'assurer sur la durée les charges liées à l'acquisition de leur maison et pour lesquels le risque de défaut de paiement était élevé.

16. Ce mélange était censé protéger les détenteurs de ces titres contre les risques alors qu'en fait il a diffusé les risques des crédits douteux à l'ensemble des crédits accordés.

17. Le risque s'est même étendu à d'autres types de crédit (crédits de consommation généreusement accordés durant la période de boom, car gagés sur la valeur des maisons comme crédit autos, prêts pour étudiants, etc) et surtout à d'autres instruments financiers, car on a créé sur la base des titres initiaux des « dérivés de dérivés ».

18. Les agences de notation Standard & Poor's, Moody et Fitch ont fortement contribué à cette ruée spéculative sur les titres fondés sur les crédits subprime. Jusqu'à l'éclatement de la crise financière, elles leur ont en effet accordé la meilleure notation, soit triple A (AAA).

19. Et ceci, pour deux raisons : les banques sont les principales clientes de ces agences et ces dernières avaient un intérêt direct à la poursuite de la spéculation sur ces titres. Une agence n'avait donc pas intérêt à déplaire à ses clients qui pouvaient se retourner vers une agence concurrente. L'attribution d'une « note » pouvait en effet procurer entre 100.000 et 300.000 euros et cette addition était entièrement à la charge de la société « notée ».

20. Le Canard Enchaîné du 17 décembre nous apprenait de plus que les trois grandes agences de notation « se partageaient un marché de 6 milliards d'euros » et réalisaient jusqu'à la crise « une marge opérationnelle (bénéfice brut rapporté aux recettes) frisant le taux fabuleux de 50 % ». Moody, par exemple, a doublé son chiffre d'affaires entre 2002 et 2006.

21. Toujours selon « le Canard Enchaîné », alors qu'aux Etats-Unis, seuls quatre groupe industriels (Exxon, General Electric, Microsoft, Johnson & Johnson) peuvent se prévaloir de la note indépassable triple A, depuis 2 ans, ce sont 5000 fonds, dont beaucoup étaient truffés de « titres toxiques », qui ont bénéficié de cette note maximale de la part des agences de notation. On voit donc à quel point cette forme de régulation, le plus souvent perçue comme « neutre » dans le public, était en fait fortement biaisée par des intérêts privés.

22. Mais revenons à notre sujet : au moment de la crise, tous les détenteurs de ces titres fondés sur les crédits « subprime » ont été touchés. Les banques qui possédaient ces paquets de titres en portefeuille ont été plombées par ceux-ci.

23. Les choses se sont en effet sérieusement gâtées au moment du retournement de la situation, marqué par l'augmentation des défauts de paiement. Les causes de ce retournement sont maintenant bien connues ; ce sont dans l'ordre : 1) la hausse des taux d'intérêt ; 2) l'enclenchement d'une tendance à la baisse du prix des

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

maisons 3) la remontée du chômage amorcée à partir de 2006 qui a attaqué les revenus des populations concernées.

24. Avec la baisse du prix des maisons qui ne couvraient plus désormais le montant du crédit immobilier accordé, beaucoup de ménages pauvres se sont retrouvés non seulement sans toit, mais avec de plus une dette résiduelle soumise à des taux rapaces (de 15% supérieurs aux taux d'intérêt usuels).

25. Selon l'économiste américain Joseph Stiglitz, ce sont 3 millions de familles américaines qui ont d'ores et déjà été expulsées de leur logement et 2,5 millions de familles qui sont menacées de l'être en 2009¹. Certaines villes ont perdu une grande partie de leurs habitants et il existe dans celles-ci des quartiers « fantômes », presque complètement dépeuplés.

26. La crise des subprimes aux Etats-Unis se traduit donc en premier lieu par une grave crise sociale, car ces millions de ménages en sont réduits à aller se loger dans des campements sous tente ou dans des mobil home ; il ne fait aucun doute que cette crise sociale aux Etats-Unis va s'aggraver avec la récession et la très forte montée du chômage dans le sillage de la crise financière.

27. On avait fait miroiter à ces populations la possibilité d'accéder au rêve américain, quel que soit leur niveau de revenu, et ils se retrouvent aujourd'hui dans une situation bien pire qu'avant l'acquisition de la maison. Ces prêts hypothécaires se sont avérés un piège pour eux et les ont précipités dans une extrême précarité.

2. La crise se propage ; elle plombe les banques et menace le crédit

Comment s'est développée la crise financière après l'éclatement de la crise des subprimes en été 2007 ?

28. A partir du retournement de la situation, plus personne ne voulait acheter les titres basés sur ces crédits immobiliers. Il n'y avait plus de marché pour eux, ils étaient devenus totalement illiquides

29. Toutes les banques qui détenaient de ces titres, en particulier les grandes banques mondiales, ont dû procéder à des amortissements massifs.

30. Toutes celles qui n'ont pas réduit leur position au moment des premiers signes de montée des risques, soit au printemps 2007, ont été piégées par la brutalité de l'éclatement de la crise.

31. C'est ainsi que l'Union de Banques Suisses, par exemple, a dû procéder à des dépréciations de valeurs d'environ 50 milliards de frs et se recapitaliser début 2008 à hauteur de 40 milliards de frs. Cela ne l'a pas empêchée de distribuer 12 milliards de bonus à ses cadres dirigeants et traders à fin 2007, au moment où la gravité de la crise était reconnue, quoique encore sous-estimée.

32. Le cours du titre UBS est tombé en quelques mois de 71 frs à 12 frs à son niveau le plus bas en 2008 (et même à 10 francs en février 2009). On verra que la situation pour la principale banque suisse n'a cessé de s'aggraver tout au long de l'année 2008.

¹ Selon le président Obama qui présente en février 2009 un plan de 75 milliards de dollars pour aider les propriétaires en difficultés, ce sont entre 7 et 9 millions de familles supplémentaires qui sont menacées d'expulsion à cette date.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

33. En février 2008, la situation de la banque anglaise Northern Rock suscite une panique ; ses épargnants font la queue pour retirer leur argent. Le gouvernement anglais est contraint de voler au secours de cette banque pour la nationaliser. Coût de l'opération : 26 milliards de livres sterling (environ 40 milliards de frs).

34. En mars 2008, c'est le gouvernement américain qui doit intervenir en catastrophe pour organiser la reprise par JP Morgan Chase, pour une somme symbolique, de la banque d'affaires Bear Stearns, plombée par la crise des subprime et menacée de faillite.

35. Dans une première estimation, le FMI a estimé au printemps 2008 que les pertes, donc la destruction de capital, due à la crise des subprimes pourraient s'élever à 975 milliards de dollars (par la suite, en octobre, il a avancé le chiffre de 1400 milliards et début 2009, il a encore une fois révisé ce chiffre à la hausse pour le porter à plus de 2000 milliards de dollars).

36. Cette situation a eu pour conséquence un durcissement des conditions d'octroi du crédit de la part des banques (demandes de garanties, volume du crédit, délai de remboursement) aux entreprises ou aux particuliers.

37. Le financement de projets tout à fait rationnels dans un environnement « normal » est désormais considéré par les banquiers comme parfaitement « aventureux » dans ce contexte de crise.

38. Surtout, cela a débouché sur une hausse très importante du taux d'intérêt pour les crédits interbancaires, la méfiance entre banques étant de rigueur dans cette crise financière. Toutes se suspectent en effet de détenir des masses de crédits toxiques dans leurs portefeuilles.

39. Il en résulte un grippage du système bancaire car les crédits interbancaires sont dans ce système indispensables pour fluidifier le système financier, et financer l'économie en général.

40. Cette situation assèche le crédit aux entreprises et aux particuliers qui ne parviennent plus à financer les investissements pour les premières, leurs projets de consommation pour les seconds.

41. Le grippage du crédit interbancaire - qui s'est même figé suite à la faillite de Lehman Brothers en septembre - est ainsi l'un des vecteurs essentiels de transmission de la crise financière au secteur de production des biens et services, donc de la récession.

42. Le premier enseignement qu'on peut tirer de cette crise des subprimes c'est qu'elle consacre l'échec du capitalisme de tenter de résoudre par l'endettement (des particuliers, des entreprises ou de l'Etat), l'une de ses contradictions principales, à savoir :

- celle entre le développement des forces productives quasiment sans limites, comme s'il n'y avait pas de bornes à la capacité d'absorption par le marché des biens et services produits,
- et la capacité de consommation limitée des larges masses avec les tendances à la régression sociale et à l'écrasement des salaires comparativement aux profits qu'on connaît depuis une trentaine d'années.

3. Les développements de la crise durant le 1er semestre 2008

Voyons maintenant comment s'est développée la crise :

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

43. Durant la première partie de 2008, en gros jusqu'à mi-juillet, Wall Street, et à sa suite les bourses du monde entier ont affiché une tendance nette à la baisse, malgré les mouvements de yo-yo : chute, envolée, rechute.

44. Les bourses reflétaient la dégradation de la situation économique générée par la crise des subprimes et leurs anticipations d'une baisse des profits des entreprises dans ce contexte.

45. Les investisseurs se sont donc repliés sur les marchés du pétrole, des matières premières et des produits agricoles qui offraient encore des perspectives de rentabilité importantes. Des masses de capitaux étaient en effet en quête de débouchés profitables dans cet environnement marqué par la crise.

46. Il faut bien voir que le pétrole, les matières premières ou les produits agricoles sont désormais des actifs financiers comme tout autre, sur lesquels on peut gagner beaucoup d'argent (toutes les barrières entravant la spéculation sur les matières premières ou les produits agricoles ont en effet été levées).

47. Dans leur grande majorité les achats et les ventes sur ces marchés ne correspondent en aucune manière à des échanges réels, physiques, de marchandises. Il existe ainsi des contrats de « futures » qui permettent de poser une option sur le prix d'une matière première ou d'un indice regroupant plusieurs matières premières à une échéance plus ou moins longue. Ce sont des produits dérivés.

48. Pour le pétrole, il se négociait ainsi en juin 2008 des contrats d'achat pour 2016, et sur ces marchés, il se traitait des contrats à terme représentant 36 fois le volume physique de pétrole réellement échangé, ce qui signifie 35 dollars d'achats à terme purement spéculatifs pour 1 dollar de pétrole physique.

Résultat :

49. Toute cette spéculation a fait monter en flèche le prix du pétrole, de toutes les matières premières et des produits agricoles jusqu'à mi-juillet 2008.

Le 11 juillet, le pétrole a atteint son pic à 147 dollars le baril,

Le riz a triplé en un an,

Le blé a augmenté de 50%,

Le maïs de 200%.

50. Bien entendu, ce ne sont pas les petits producteurs (petits paysans, par exemple) qui ont profité de ces augmentations de prix des matières premières et produits agricoles. Ce sont avant tout les multinationales et les intermédiaires commerciaux. Quand les cours sont à la hausse, l'augmentation des prix est captée par ces derniers sous forme de profits extraordinaires, quand ils sont à la baisse, les petits producteurs sont encore plus pressurés par les intermédiaires.

51. Toute cette spéculation reposait sur l'idée d'un découplage entre l'activité économique en Europe, Amérique du Nord, Japon et celle des pays émergents, Chine et Inde en tête, gros consommateurs de matières premières ; on s'attendait ainsi à ce que, malgré la crise, ces pays émergents continuent à croître à un rythme élevé et contribuent à maintenir une demande soutenue de pétrole et des matières premières. On voyait alors dans ces pays le point d'appui qui allait permettre un retour de la croissance dans les pays industrialisés, après une phase de recul conjoncturel.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

52. L'un des résultats de cette spéculation massive - véritablement criminelle, mais tout à fait emblématique du capitalisme à son stade actuel - a été d'aggraver la crise alimentaire mondiale. Les effets de cette flambée des prix agricoles ont été dramatiques pour les populations des pays pauvres qui consacrent de 60 à 80% de leur revenu à l'alimentation. La contradiction entre la logique du profit et les besoins des populations atteint ici son comble.

53. Des émeutes de la faim ont alors éclaté dans une quarantaine de pays et l'agence spécialisée des Nations Unies, la FAO, a annoncé que 100 millions de personnes supplémentaires dans le monde allaient souffrir de la faim, portant leur nombre total à 1 milliard.

54. Cette situation a évidemment été aggravée par le développement des agro-carburants au détriment des cultures vivrières, qui a provoqué lui-aussi des hausses massives de certaines céréales.

4. Fin juin-début juillet 2008 :

on approche du pic de flambée des prix. L'inflation considérée comme principale menace pour l'économie mondiale

55. En juin-juillet, on pouvait lire les titres suivants dans le Monde : « Le pétrole touche son sommet historique, enflamme l'inflation et mine l'économie mondiale ».

Ou encore : « subprimes, pétrole, immobilier, le triple choc qui secoue les places boursières ».

56. Début juillet, c'est en effet le moment où de nombreux pétroliers attendent dans la rade des ports étatsuniens que les cours continuent de monter pour livrer leur cargaison. Des experts voient en effet le pétrole monter à 200 dollars le baril.

57. C'est donc, à ce moment-là, l'inflation générée par la flambée du pétrole et des matières premières qui inquiète au premier chef les gouvernements, comme les investisseurs. Tous partent de l'idée que la croissance se poursuivra ; certes, celle-ci sera ralentie par cette flambée du prix, mais croissance il y aura, il n'y a aucun doute là-dessus.

58. On parle alors de « stagflation », soit une conjonction de « croissance molle » et d'une « inflation incontrôlable » liée à la flambée des cours de l'énergie et des matières premières. Il faut dire que la flambée des produits agricoles et les émeutes de la faim ont de quoi inquiéter les gouvernements. Le G8 réuni au Japon début juillet s'en fait l'écho.

59. Le président du FMI, Dominique Strauss-Kahn, résume comme suit le sentiment du moment : « la question de la croissance est secondaire, c'est l'inflation qu'il faut contrôler en toute priorité ». Il déclare aussi : « le ralentissement aux Etats-Unis sera moins fort que prévu » ou encore « la croissance est certes une question importante, mais l'inflation est probablement aujourd'hui la plus grande menace pour l'économie mondiale ».

60. La Banque centrale européenne (BCE), dont le mandat consiste à défendre la stabilité des prix, est alors sur la même longueur d'ondes : début juillet, Jean-Claude Trichet, président de la BCE, annonce ainsi - malgré les premiers signes de récession - une augmentation du taux d'intérêt directeur pour combattre l'inflation, considérée par cette institution comme le principal danger pour l'économie.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

61. Fin juin, les analystes de Paribas assurent « qu'il n'y a plus de récession aux Etats-Unis ». C'est aussi à ce moment-là que le gouverneur de la Banque de France, Bernard Noyer, déclare : « le plus gros de la crise est derrière nous ». Quant aux experts, en Suisse, ils se disputent pour savoir si la croissance 2009 sera de 1,5 % ou de 1,3 % seulement.

62. Tous ces analystes et économistes - complètement immergés dans le système - semblent alors prendre leurs désirs pour des réalités. Ils ne mesurent nullement la profondeur de la crise en cours et paraissent avoir complètement oublié les craintes d'une aggravation de la situation économique qu'ils avaient exprimées début 2008. Ils adoptent un point de vue unilatéral, obnubilés qu'ils sont par le danger d'inflation et ne voient pas - ou ne veulent pas voir - la récession mondiale qui s'annonce.

63. A leur décharge, c'est un fait que durant cette période, le choc pétrolier et la flambée du prix des matières premières, combinés à la crise financière et immobilière, ont contribué eux-aussi à la dégradation de la situation économique.

64. Début juillet, les entreprises sont en effet prises en étau entre la forte augmentation de leurs coûts de production et le recul de la demande. Leurs profits sont sous pression. Elles doivent faire face simultanément :

- à l'augmentation du prix des matières premières
- à la hausse du prix de transport de toutes les marchandises
- au renchérissement du crédit
- à la chute de la demande due à l'inflation qui ronge le pouvoir d'achat des populations et à la montée du chômage qui attaque les revenus des salarié-e-s.

65. D'où les difficultés éprouvées par les entreprises pour répercuter la hausse de leurs coûts sur le prix de leurs produits. A une exception, au moins, celle de l'industrie alimentaire qui dispose de méthodes spécifiques dans ce but : nouveaux emballages, réduction du poids des produits, introduction d'ingrédients moins chers, tout cela pour un prix identique. En France, par exemple, le poids des produits Tam Tam est passé de 125 grammes à 100 grammes, prix inchangé, tandis que dans plusieurs produits, le sucre a été remplacé par des édulcorants.

66. L'industrie automobile, quant à elle, a été particulièrement touchée par la flambée du prix de l'acier ; et cela, au moment même où la hausse spectaculaire du prix de l'essence se répercutait de manière négative sur la vente de voitures (en particulier les modèles gourmands en carburant) et où l'industrie automobile devait faire face aux effets des restrictions du crédit (en France, 70 % des automobiles sont achetées à crédit).

67. Le prix de l'acier a en effet doublé en 6 mois. C'est à ce moment que les grands sidérurgistes, comme Arcelor-Mittal, tentent de négocier avec les constructeurs automobiles la révision de leurs contrats d'approvisionnements annuels. Et ils le font en position de force : « c'est à prendre ou à laisser ». On le voit, dans cette crise, on ne se fait pas de cadeaux entre capitalistes.

5. Premiers signes de récession

68. Les premiers signes de la récession qui s'annonce commencent à tomber en juin-juillet.

- Fin juin, Impérial Tobacco annonce 2240 suppressions d'emplois.
- Début juillet, Siemens annonce le licenciement de 17.000 salariés.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

- Fin juillet, Renault annonce 5 000 suppressions d'emplois.
- On apprend de plus que le Japon est contaminé par ce qu'on appelle encore pudiquement « le ralentissement mondial ». Ses exportations vers les Etats-Unis ont en effet chuté pour le 9ème mois consécutif, et de 10% environ.
- En fait, dans la zone Pacifique, les échanges entre les grands pays exportateurs d'Asie (Chine, Japon en tête) et les Etats-Unis ont été touchés dès fin 2007-début 2008. Le trafic maritime dans la zone Pacifique a ainsi régressé de 15% dès les premiers mois de 2008, tout comme le trafic aérien, fret et passagers.
- En Espagne, le gouvernement annonce une forte « décélération » de l'économie. La construction, moteur du boom économique espagnol est en pleine crise. Les banques, confrontées à des difficultés croissantes, refusent ou bloquent le financement des projets des promoteurs.

On parle d'un million de logements vides, tandis que les familles qui n'ont pas les moyens d'acheter leur appartement s'entassent dans des appartements trop petits. Et même si elles voulaient acheter, elles ne trouvent plus de financement auprès des banques, compte tenu de la montée du chômage.

69. Ce n'est que le 10 juillet que les marchés financiers et les gouvernements commencent à reconnaître la récession comme danger principal. C'est à peu près à cette date qu'un retournement à la baisse se produit sur les marchés du pétrole et des matières premières, et que le dollar commence à remonter.

70. Au moment où il s'avère que la demande de pétrole et de matières premières des pays émergents, Chine et Inde en tête, régresse elle-aussi et qu'il n'y a donc plus de « découplage » qui tienne, au moment aussi où les signaux de récession commencent de se multiplier dans les pays industrialisés eux-mêmes au point qu'il n'est plus possible de nier la gravité du processus en marche, les marchés du pétrole et des matières premières se retournent tout à coup, et la spirale à la baisse s'engage.

6. Quatre moments-clefs dans le développement de cette crise :

A. Retournement de tendance sur le marché du pétrole, des matières premières et des produits agricoles

Celui-ci intervient environ à mi-juillet et va de pair avec une remontée du dollar.

71. Ce retournement de tendance s'explique de trois manières :

- Par la peur de la récession mondiale qui devient clairement désormais le danger principal pour les marchés financiers.
- Par le débouclage en toute hâte de leurs positions des spéculateurs, particulièrement des hedge funds, qui doivent vendre massivement et à tout prix pour restituer leur argent à leurs clients , et qui doivent en plus rembourser leur emprunt auprès de banques, car ils travaillent avec des leviers.
- Par la spéculation à la baisse qui accentue encore la tendance.

72. Certains ont voulu voir dans ce retournement de tendance sur le marché de l'énergie, des matières premières et des produits agricoles le « joker » qui allait sauver l'économie mondiale, prévenir une récession et même relancer la croissance en réduisant les coûts de production.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

73. On n'oublie qu'une chose : à savoir que c'est la crise qui marque de son empreinte tous les phénomènes, y compris lorsque ceux-ci passent d'un extrême (inflation) à l'autre (déflation). La crise est en effet l'expression des contradictions de fond du capitalisme et les forces qui sont à l'oeuvre continuent d'agir et de pousser à la résolution des antagonismes qui sont au cœur de la crise.

74. A ce stade du processus, ce n'est donc pas un retournement des marchés cassant la flambée des prix qui va changer le cours des choses et résorber cette crise. Au contraire, la chute des cours reflète l'aggravation de la récession et son extension au niveau mondial.

75. C'est pourquoi, à la grande surprise de la plupart des économistes et autres analystes financiers, la baisse du cours du pétrole et des matières premières, un phénomène à première vue positif, va développer des effets pervers, et conduire de fait à un approfondissement de la crise, par ses effets cette fois déflationnistes.

76. En l'occurrence, ce retournement des marchés génère une tendance à la déflation, à la baisse générale des prix, donc des salaires, dont les effets sur les économies peuvent s'avérer tout aussi dangereux que ceux de l'inflation : qui dit tendance à la baisse des prix, dit en effet retenue des entreprises devant l'investissement, alourdissement des dettes des entreprises, des Etats et des ménages, retenues aussi de ces derniers devant la consommation. Cela peut déboucher sur un cercle vicieux tout à fait redoutable.

77. Dans l'immédiat, le retournement des marchés de l'énergie et des matières premières revient tel un boomerang sur les pays producteurs de matières premières, de pétrole ou de gaz naturel qui avaient profité de la flambée des cours lors du premier semestre.

78. Un processus de réduction des recettes s'enclenche pour les pays producteurs qui dure encore fin décembre 2008 (et même février 2009) et menace les budgets sociaux de plusieurs pays comme le Venezuela, l'Angola, la Lybie, le Nigeria, l'Algérie, pour ne pas parler de la Russie ou des pays du Golfe. Le cours du pétrole qui avait atteint 147 dollars le baril à mi-juillet va en effet s'effondrer durant le second semestre 2008 pour atteindre son « plus bas » à 40 dollars le baril.

B. Septembre 2008, la crise financière prend une tournure aiguë :

79. En septembre, la crise financière prend une tournure très aiguë avec la faillite de Lehman Brothers à mi-septembre.

80. Cette faillite a été précédée par le sauvetage des deux piliers de l'immobilier américains Fannie Mae et Freddie Mac, et ceci, par deux fois, en juillet et début septembre. Coût de l'opération pour le trésor américain : 200 milliards de dollars.

81. Ces deux institutions détiennent en effet 5300 milliards de dollars de crédits hypothécaires sur 12.000 au total aux Etats-Unis.

82. Selon le secrétaire d'Etat au Trésor, Henry Paulson, leur faillite mettrait à plat le secteur immobilier aux Etats-Unis et menacerait l'ensemble du système financier mondial.

83. Les banques chinoises ont de plus pris des positions à hauteur de 400 milliards de dollars dans ces sociétés, les banques japonaises sont aussi fortement engagées dans ces deux institutions et le gouvernement américain est désireux de ne pas décevoir ces importants bailleurs de fonds.

Faillite de Lehman Brothers

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

84. Aux alentours du 10 septembre, il apparaît que la banque d'investissement Lehman Brothers est aux abois. Lehman Brothers détiendrait en effet 84 milliards d'actifs toxiques dans son portefeuille.

85. En une semaine, l'action de Lehman Brothers dévise de 76%. Sur une année, la chute est de 93 %. Le 1^{er} août 2007 : l'action valait 60 dollars; le 12 septembre 2008 : elle ne vaut plus que 3,85 dollars.

86. Le Trésor américain, sollicité pour intervenir, se montre dans ce cas inflexible : il n'y aura pas d'engagement direct du Trésor ou de la Réserve fédérale sous forme de contributions financières pour sauver cette banque. Henry Paulson se contente de réunir les dirigeants des grandes banques, charge à eux de trouver une solution.

87. Le dimanche 14 septembre, les négociations échouent et le lundi 15 septembre Lehman Brothers est déclarée en faillite. 20'000 employés sont du jour au lendemain sur le carreau. Par contre, on apprend que le PDG de Lehman Brothers, Dick Fuld, s'en va avec 310 millions de dollars et qu'il a octroyé 20 millions de dollars à 3 hauts dirigeants de la banque 4 jours avant la faillite. L'arrogance de ces dirigeants financiers est décidément sans limite !

88. La banque JP Morgan sera accusée plus tard d'avoir précipité la faillite en gelant le vendredi 17 milliards de dollars appartenant à Lehman Brothers, forçant ainsi celle-ci à déposer le bilan le lundi.

89. Il faut ajouter que le secrétaire au Trésor, John Paulson, est lui-même un ancien directeur de la banque d'affaires Goldman Sachs et que l'on peut subodorer que cette dernière ne devait pas être trop fâchée de se débarrasser d'une banque concurrente.

90. On voit par ces deux exemples que la compétition pour la survie fait rage entre les banques dans cette crise financière. Quant au passage sans problème de la fonction de président de la plus grande banque d'affaires des Etats-Unis à celle de membre du gouvernement chargé du Trésor, il est révélateur des relations privilégiées existant entre l'oligarchie financière et le gouvernement américain.

Panique sur les marchés financiers

91. Le lundi 15 septembre, c'est la panique sur les marchés financiers. Les bourses dévissent et les épargnants sont de plus en plus inquiets pour leurs dépôts. C'est une onde de choc qui va secouer le système financier mondial. Le marché interbancaire se fige alors de manière absolue avec toutes ces conséquences pour l'économie mondiale.

92. La banque anglaise Barclays, qui s'était déclarée intéressée à racheter Lehman Brothers au moment des tractations précédant la faillite, se précipite pour racheter à bas prix les activités saines de la banque. La transaction se monte à 2 milliards de dollars.

93. « C'est une opportunité unique pour Barclays » s'enthousiasme Bob Diamond, directeur de la banque d'investissement de Barclays. Cette dernière ne paie en effet que l'immobilier et rachète les activités de courtage de Lehman Brothers pour une bouchée de pain. Cela lui permet de redresser sa rentabilité mise à mal par la crise : son profit sera en effet rapporté à un capital racheté à bas prix, donc singulièrement dévalorisé.

94. Dans cette crise, en effet, la plupart des grandes banques sont touchées et subissent des pertes durant le dernier trimestre 2008. La concurrence entre elles se

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

durcit. Tandis que certaines luttent pour la survie, d'autres tirent leur épingle du jeu. Il s'agit pour ces dernières de se positionner en vue de la reprise, de dépecer des banques en faillite en rachetant pour une bouchée de pain leurs meilleurs secteurs et de « tuer » les concurrents menacés par un défaut de paiement. La crise agit ainsi comme une gigantesque redistribution des cartes entre les banques.

L'assureur américain AIG aux abois : nouvelle frayeur pour les marchés financiers

95. Au même moment, l'assureur américain AIG, aux abois, accroît lui aussi la peur des marchés financiers. Cet assureur est en effet devenu « une grenade dégoupillée » qu'il faut neutraliser avant qu'il ne fasse sauter tout le système financier. AIG est en effet garant d'un produit structuré les Credit Default Swaps (CDS).

96. Ces produits structurés ont pour but de s'assurer contre la défaillance d'un emprunteur. Ces instruments financiers ont proliféré entre 2004 et 2008, passant de 6400 milliards de dollars à 62.000 milliards de dollars. A titre de comparaison, on estime les crédits hypothécaires subprimes à 1000 milliards de dollars.

97. AIG est directement touchée par la faillite de Lehman Brothers. Elle avait assuré une partie des 270 milliards de dollars que coûte la faillite. Pour le gouvernement, il faut donc impérativement sauver AIG. La facture de ce nouveau sauvetage pour le Trésor américain se monte à 85 milliards de dollars.

98. Par la suite, en novembre, le Trésor des Etats-Unis sera contraint d'intervenir une seconde fois, portant la facture totale pour le sauvetage d'AIG à 150 milliards de dollars. Pour rembourser les premiers 85 milliards de dollars, AIG doit vendre à découpe les meilleurs morceaux, une bonne affaire pour l'assureur français AXA.

99. Ce sauvetage sur fonds public n'empêche nullement AIG en octobre de financer pour ses cadres un voyage pour participer à une chasse à courre en Angleterre ! En septembre déjà, nonobstant la situation critique dans laquelle le groupe se trouvait, AIG avait offert des vacances somptueuses en Californie à ses meilleurs cadres commerciaux !

100. Peu après, on apprend que la banque d'affaires Merrill Lynch en quasi-faillite est reprise par Bank of America. Cette dernière - plombée par les pertes de Merrill Lynch - annoncera en décembre 35 000 suppressions d'emplois sur 3 ans « pour supprimer les doublons et renforcer ses positions pour affronter la crise financière mondiale ». Dans le cas de Merrill Lynch, il apparaît que le Trésor américain est intervenu énergiquement auprès de Bank of America pour qu'elle reprenne cet établissement.

101. Ainsi, en quelques mois, les 5 grands établissements d'affaires de Wall Street ont disparu du paysage. Bear Stearns a été rachetée en mars par JP Morgan Chase, Lehman Brothers a fait faillite et Merrill Lynch est repris par Bank of America. Seuls subsistent donc Goldman Sachs et Morgan Stanley qui se placent sous l'aile du gouvernement et demandent un changement de leur statut pour leur permettre d'intervenir aussi comme banques commerciales.

102. Fin septembre, c'est au tour du géant de l'épargne américain Washington Mutual de faire faillite. Il sera repris en définitive par JP Morgan Chase qui réalise une excellente opération : elle rachète pour une bouchée de pain (1,9 milliard) une banque dont les actifs sont évalués à 300 milliards de dollars.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

103. Enfin, à peu près au même moment, on apprend que Wachovia, la 4^{ème} banque américaine, est en difficulté et cherche un repreneur. Le gouvernement organise son sauvetage par Citigroup, pourtant en piètre situation. Finalement, après diverses tribulations, ce sera Wells Fargo qui reprendra Wachovia.

Les banques européennes à leur tour dans la tourmente

104. Les banques européennes sont elles aussi sérieusement secouées par le séisme qu'a provoqué la faillite de Lehman Brothers.

105. En Angleterre, la panique autour de Halifax Bank of Scotland (HBOS), force le gouvernement à trouver des solutions d'urgence, en proposant la fusion de cette banque avec Lloyd's. HBOS est en effet le 1^{er} prêteur immobilier de Grande Bretagne avec 20% du total des prêts de ce secteur. Cette fusion donne naissance à un mastodonte de 142.000 employés qui concentre près de 28 % de tous les prêts immobiliers dans ce pays.

106. Puis, c'est au tour de la banque Bradford & Bingley d'être secourue par les autorités anglaises. Cette caisse hypothécaire est sous perfusion de la Banque d'Angleterre. Le gouvernement anglais reprend ses crédits immobiliers, pour l'essentiel des actifs « toxiques », à hauteur de 63 milliards d'euros, mais les activités les plus saines sont cédées à la Banque espagnole Santander.

107. On commence alors à comprendre que la crise immobilière ne se circonscrit plus aux seuls Etats-Unis. La Grande Bretagne, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie et la France sont elles-aussi touchées par cette crise immobilière, à des degrés inégaux cependant. La crise immobilière est ainsi une autre point d'entrée de la crise dans l'économie. Elle se répercute durement sur la construction, un secteur qui emploie de nombreux travailleurs.

108. Fin septembre, la banque néerlandais-belge Fortis plonge à son tour. Elle est démantelée pour être sauvée par les gouvernements hollandais et belge. L'essentiel des activités de Fortis aux Pays-Bas est cédée à l'Etat néerlandais.

109. BNP Paribas se précipite alors au chevet de Fortis pour racheter les meilleurs secteurs des activités franco-belge. C'est une magnifique affaire pour Paribas qui peut racheter pour 15 milliards euros la banque Fortis qui en valait 50 quelques semaines avant.

110. BNP Paribas a bon espoir de devenir ainsi la 1^{ère} banque de dépôt de la zone euros ; c'est sans compter avec les petits actionnaires de Fortis mécontents. En décembre, la justice belge va ainsi bloquer l'opération, en faisant droit à la plainte des petits actionnaires de Fortis qui s'estiment lésés par cette reprise. Cela va provoquer une crise politique en Belgique, le chef du gouvernement et l'un de ses ministres étant accusés d'avoir tenté de faire pression sur la justice pour qu'elle entérine l'opération et déboute les petits actionnaires.

111. Puis c'est le tour de la banque franco-belge Dexia, banque des collectivités locales dans ces deux pays, d'appeler l'Etat au secours. Le gouvernement belge est ainsi contraint de procéder à 2 sauvetages en 36 heures.

112. Tous ces problèmes n'empêchent ni Fortis, ni Dexia, d'offrir un grand raout à leurs cadres dans la même période.

113. En Allemagne, le gouvernement est contraint de se porter au secours de Hypo Real Estate. Coût de l'opération 35 milliards d'euros (on apprendra en février 2009 que le coût total de cette opération s'élève en fait à 92 milliards d'euros).

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

Le marché interbancaire se fige : l'activité économique menacée de paralysie

114. Avec la faillite de Lehman Brothers, la crise des subprime déborde désormais clairement le cadre des crédits immobiliers et met en question le système financier mondial. Les banquiers du monde entier sont en état d'alerte maximum. La crise financière prend des dimensions jamais vues depuis la dépression de 1929.

115. Les Banques centrales ont beau injecter sans discontinuer des liquidités sur les marchés et baisser à qui mieux mieux leur taux d'intérêt, rien n'y fait. Ces interventions sont même « anxigènes », elles accroissent les peurs et font donc - de ce point de vue - effet contraire.

116. Les banques ne veulent plus se prêter les unes aux autres car elles se suspectent mutuellement d'être touchées par la crise des subprime et de détenir dans leur portefeuille d'importantes quantités de titres « toxiques ».

117. Cet assèchement des crédits interbancaires se traduit par une montée en flèche du taux d'intérêt interbancaire lequel s'établit 3 ou 4 points au-dessus du taux d'intérêt directeur. Cette situation débouche sur une contraction brutale des crédits aux entreprises et au ménages. Toute l'activité économique est ainsi menacée de paralysie.

118. Autant, dans leur soif de profit, les banques ont prêté sans discernement et sans mesurer les risques durant toute la période qui a précédé la crise, autant elles tendent au contraire à fermer le robinet du crédit ou à assortir celui-ci à des conditions draconiennes après l'éclatement de la crise. C'est indiscutablement un facteur d'amplification et de transmission de la crise financière au reste de l'économie.

119. Dans ce contexte de chute de la demande mondiale, en effet, même des projets d'investissement qui pourraient paraître rationnels et prometteurs en « période normale » paraissent désormais aventureux et risqués aux banquiers. Tout tend à se contracter et à baisser, tout concourt à entraîner le monde entier dans la spirale négative d'une crise de plus en plus incontrôlable.

C. Plans de sauvetage des banques à coup de centaines de milliards

Le plan américain

120. Vendredi 19 septembre, suite à la panique causée sur les marchés financiers par la faillite de Lehman Brothers, le secrétaire d'Etat américain au trésor Henry Paulson annonce un plan de sauvetage des banques et du système financier à hauteur de 700 milliards de dollars.

121. Ainsi, il n'est pas possible de réunir annuellement 30 milliards de dollars à l'échelle mondiale pour résoudre les problèmes de la faim, mais d'un seul coup, d'un seul, les Etats-Unis trouvent 700 milliards de dollars pour sauver un système financier totalement prédateur.

122. Ce ne sera pas le dernier plan, d'autres interventions étatiques suivront, aux Etats-Unis, en Europe, en Chine, au Japon, et dans d'autres pays encore, qu'il s'agisse de plans de sauvetage des banques, de plans de relance de l'économie ou d'opérations de sauvetage de banques ou d'entreprises menacées de faillite. Les observateurs évaluaient ces plans à quelques 8.000 milliards de dollars, mais c'était en novembre. La facture s'est donc certainement aggravée depuis lors.

123. Le plan Paulson consiste à débarrasser les banques des centaines de milliards d'actifs « toxiques » qu'elles détiennent en portefeuille en faisant racheter ceux-ci

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

par l'Etat. Il s'agit de faire fonctionner à nouveau les marchés financiers et de débloquer le crédit interbancaire (et le crédit tout court).

124. C'est dans l'euphorie que les marchés boursiers accueillent le plan Paulson : les indices boursiers bondissent dans le monde entier, de 7 à 9%. Dès le lundi 22 septembre, soit 3 jours plus tard, les incertitudes sur le contenu du plan provoquent toutefois une relative correction sur les marchés.

125. Commentant ce plan, Myret Zaki, journaliste au « Temps », écrit : « pour soulager les établissements financiers de leurs actifs « pourris », il faut évidemment que l'Etat acquière ceux-ci à un prix supérieur au marché. C'est le seul moyen de soutenir le bilan des banques et de réduire leurs amortissements ».

126. Pour elle, l'administration Bush propose en fait au Congrès de financer avec l'argent public un plan qui, en réalité, vise à maintenir la suprématie de Wall Street et à préserver le statut de monnaie internationale du dollar. La facture est estimée à plus de 2000 dollars par contribuable.

127. Les américains perçoivent ce plan de sauvetage des banques comme un moyen de récompenser, avec leur argent, les financiers de Wall Street qui n'ont cessé de s'enrichir pendant qu'eux-mêmes perdaient leur maison et leur emploi. Ils inondent leurs élus au Congrès de lettres de mauvaise humeur.

128. Les républicains, quant à eux, sont en total porte-à-faux par rapport à leurs convictions : ils font campagne pour des réductions d'impôts et les voilà appelés à voter pour la plus importante - et la plus coûteuse - intervention de l'Etat depuis la grande dépression des années 30.

129. Au point que le président Bush se sent obligé de déclarer : « bien que mon instinct naturel de républicain soit de m'opposer à l'intervention du gouvernement, j'ai décidé de ne pas laisser les actes irresponsables de quelques-uns compromettre la santé financière de tous ».

130. Le problème, évidemment, c'est que « l'irresponsabilité » est celle de tout un système, et non simplement « de quelques-uns ». Ce que résume dans une tribune du « Monde » Daniel Pinto, un gestionnaire de fonds actif sur la place de Londres, qui déclare « notre capitalisme est malade ».

131. Le jeudi 25 septembre, le plan Paulson de 700 milliards de dollars est découpé en tranches : il y aura d'abord 250 milliards de dollars, ensuite 100 milliards de dollars et ensuite, le reste si nécessaire.

132. Des dispositions sur la limitation des rémunérations des dirigeants et le contrôle de la mise en œuvre du plan sont introduites pour faire passer la pilule. Le suspense sur l'adoption du plan par le Congrès est maximal.

133. Le président Bush déclare « l'économie est en danger » et convoque les deux candidats à la présidence pour afficher « une union sacrée » en faveur du plan.

134. Le dimanche 28 septembre au soir, juste avant l'ouverture des marchés, un accord à l'arraché intervient entre l'administration Bush et les chefs des fractions parlementaires démocrates et républicains.

135. Lundi 29 septembre, le plan de sauvetage des banques est refusé au Congrès par 228 voix contre 205. Deux tiers des représentants républicains et un tiers des démocrates votent contre, malgré toutes les pressions. Il faut dire qu'en même temps que l'élection à la présidence, les membres du Congrès et un tiers des membres du Sénat doivent être réélus.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

136. Le représentant républicain de l'Indiana Mike Pence résume bien le sentiment des opposants : « la liberté économique recouvre la liberté de réussir et d'échouer. Donner au gouvernement fédéral la possibilité de nationaliser pratiquement tous les emprunts suspend cette vérité fondamentale ». et d'ajouter : « si vous êtes venus ici parce que vous croyez au gouvernement limité et au libre marché, votez selon vos convictions ».

137. L'échec du plan Paulson au Congrès se traduit immédiatement par une lourde chute des bourses, dans le monde entier. La décision est d'autant plus mal perçue par les investisseurs et opérateurs financiers que ceux-ci constatent que la crise bancaire est en train de se propager à toute vitesse en Europe.

138. Le jeudi 2 octobre, sous la pression de cette chute des marchés financiers et vu les risques d'une aggravation incontrôlable de la crise financière, le Congrès finit par voter, bon gré, mal gré, le plan Paulson.

139. Malgré ce vote, le 6 octobre, c'est un « lundi noir », la panique est générale sur les places boursières. Toutes les bourses du globe ont plongé de 7 à 10 % dans cette seule journée. L'impuissance des gouvernements à juguler la crise affole les marchés financiers. Du lundi 6 au vendredi 10 octobre, les indices boursiers dans le monde entier vont ainsi perdre entre 20 et 30 % de leur valeur ; c'est un « bain de sang » pour le capital, une énorme destruction de ce dernier.

140. Vendredi 10 octobre, lors du sommet des ministres des finances du G7 à Washington, Henry Paulson déclare qu'il va infléchir son plan en s'inspirant du concept du britannique Gordon Brown qui préconise pour sauver les banques européennes, désormais en pleine tourmente, une recapitalisation directe par l'Etat.

141. Mardi 14 octobre : Henri Paulson annonce qu'une partie de son plan, à hauteur de 250 milliards de dollars, sera destinée à une recapitalisation des banques afin d'éviter la répétition de la faillite de Lehman Brothers.

142. La moitié de cette enveloppe, soit 125 milliards de dollars est répartie entre les 7 grandes banques suivantes : Citigroup, JP Morgan Chase, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Wells Fargo, Bank of America, Merrill Lynch, et deux banques plus petites : Bank of New York et State Street.

143. Ces 9 institutions bancaires vont voir l'Etat entrer dans leur capital. Henry Paulson déclare alors : « c'est avec regret que nous prenons cette mesure ; nous aurions souhaité ne jamais avoir à agir de la sorte mais nous y sommes contraints afin de restaurer la confiance en notre système financier ».

144. Toute cette valse hésitation, et les contradictions très vives qui se sont manifestées au Congrès à propos de ce plan, témoignent des difficultés que rencontrent les classes dominantes dans leurs efforts pour juguler la crise.

145. Il ne s'agit nullement en effet d'une simple crise financière ou d'un simple recul conjoncturel. Il s'agit en fait d'une crise globale du système dont la crise des subprime n'a été que l'élément déclencheur.

146. Elle se traduit par une crise financière d'une ampleur inconnue jusqu'ici, doublée d'une récession en passe de se transformer en dépression mondiale. Et cette dernière, tel un boomerang, fait retour avec violence sur le système financier mondial, dont elle ne cesse d'aggraver la crise.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

147. La pression sur le système financier s'accroît donc sans discontinuer, rendant vains - en tous cas dans cette phase - tous les efforts des autorités monétaires et gouvernements au niveau mondial pour maîtriser la situation.

Plans de sauvetage « coordonnés » en Europe

148. Une semaine après l'annonce du plan Paulson, la tempête boursière autour de la banque belgo-néerlandaise Fortis le vendredi 26 septembre marque l'entrée des banques européennes dans la tourmente. Outre Fortis, la banque franco-belge Dexia, la banque anglaise Bradford & Bingley et la banque allemande Hypo Real Estate sont en grande difficulté.

149. Les gouvernements européens qui saluaient une semaine auparavant le plan Paulson tout en déclarant qu'un plan de sauvetage des banques européennes n'était pas nécessaire sont contraints de faire un virage à 180 ° et de se porter de toute urgence au secours de leurs banques.

150. Ils craignent que les fonds spéculatifs qui jusque là s'étaient concentrés sur les banques américaines jettent désormais leur dévolu sur les établissements européens, fassent plonger leurs cours en bourse et provoquent des crises de confiance aboutissant à des crises de solvabilité.

151. Les autorités des principaux pays européens s'organisent donc en catastrophe durant la semaine du 29 septembre au 3 octobre pour empêcher le pire et pouvoir faire face cas échéant à un scénario de panique bancaire qui précipiterait les déposants aux guichets des banques.

152. Les 4 principaux pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne et Italie) se réunissent en urgence à Paris, à l'initiative du président de l'Union Européenne, Nicolas Sarkozy, pour un mini-sommet le 5 octobre. Ils se disent prêts à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du système bancaire et prennent la résolution d'agir au niveau national, mais de façon coordonnée.

153. Ils se prononcent pour une flexibilité en matière d'application des règles de la concurrence et du pacte de stabilité européens, pour des règles sur la protection des épargnants harmonisées et pour un contrôle renforcé sur les fonds spéculatifs et les agences de notation. Ils se prononcent enfin pour l'organisation rapide d'un sommet mondial visant à une réforme du système financier mondial.

154. Dimanche 12 octobre, les 15 pays de la zone euro auxquels se joint Gordon Brown, se réunissent en catastrophe à Paris. Il y a urgence, car les bourses mondiales viennent de perdre en une semaine de 20 à 30 % de leur valeur, aggravant ainsi la crise financière et bancaire.

155. De plus, le « chacun pour soi » menace la cohésion de l'union Européenne. L'Irlande vient ainsi de faire « cavalier seul » en décidant unilatéralement de garantir pendant deux ans la totalité des dépôts dans les banques irlandaises.

156. Le britannique Gordon Brown est furieux : il vient d'annoncer que la garantie des dépôts serait portée de 35.000 à 50.000 £ et la décision irlandaise le met en porte-à-faux. De plus, les banques anglaises établies en Irlande, exclues du plan irlandais, crient à la distorsion de concurrence.

157. Lors du sommet de Paris, les chefs d'Etat adoptent un plan d'aide aux banques européennes qui consiste en une multitude de plans nationaux « coordonnés », à hauteur de 1800 milliards d'euros au total.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

158. L'Allemagne annonce ainsi un fonds de garantie de 480 milliards d'euros, la France de 360 milliards et la Grande-Bretagne de 320 milliards, l'Espagne de 100 milliards, l'Autriche de 100 milliards, l'Italie de 110 milliards, etc. Les investisseurs sont toutefois étonnés par les discordances qui se font jour au sein de l'Union Européenne et par la politique du « chacun pour soi » puisque c'est à chaque Etat de venir au secours de ses propres banques.

159. C'est le gouvernement allemand qui impose sur ce point sa position : il déclare ne pas vouloir payer pour sauver les banques des pays « dépensiers », à savoir ceux qui ne sont pas dans « les clous » du pacte de stabilité européen². C'est le début d'une « cacophonie » au sein de l'Union Européenne, évidemment attisée par la crise.

160. Les décisions prises au sommet européen de Paris et à Washington (G7) font s'élever les indices boursiers le lundi 13 octobre ; les marchés s'enthousiasment pour ces plans à hauteur de centaines de milliards de dollars ficelés par les pays européens pour sauver le système bancaire.

161. Le rebond ne durera pas. A fin 2008, les indices boursiers du monde entier afficheront en effet des reculs de 30 à 50 % de leur valeur, soit au total une destruction de capital de 30.000 milliards de dollars.

Le sommet du G 20

162. Face à l'aggravation de la crise financière, doublée de la menace d'une récession mondiale d'une ampleur inconnue depuis 80 ans, un sommet du G20 est organisé le 15 novembre à Washington à l'initiative des pays de l'Union européenne. Il comprend non seulement les membres du G8, mais aussi les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Argentine, Afrique du Sud, etc.).

163. Ce sommet se tient juste après l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis, mais deux mois avant sa prise de fonction. C'est donc George Bush, un président désormais pratiquement sans pouvoir qui représente les Etats-Unis lors de ce G20. Deux points lui tiennent à coeur : défense de « l'économie de marché » et refus du protectionnisme.

164. Le sommet du G20 débouche ainsi sur quatre déclarations de principe tout ce qu'il y a de plus vague (relance coordonnée de l'économie par des mesures budgétaires ; amélioration de la régulation des marchés financiers ; ouverture de la gouvernance économique mondiale aux pays émergents ; refus du protectionnisme). Et cela, malgré les rodomontades du président de l'Union Européenne, Nicolas Sarkozy clamant urbi et orbi qu'il faut « refonder le capitalisme et le système financier mondial ».

165. Le G20 adopte de plus un plan d'action dont le but est tout aussi vague («remédier aux défaillances du système financier») ; il s'agit de donner l'impression que le sommet débouche sur des mesures effectives et que les gouvernements sont en capacité de maîtriser la situation. Enfin, un nouveau sommet du G20 est agendé pour le 2 avril 2009 à Londres.

Sauvetage de l'Union de Banques Suisses (UBS) par le gouvernement helvétique

166. Il faut ouvrir ici une parenthèse et faire un petit retour en arrière à mi-octobre pour parler du plan de sauvetage élaboré de concert entre le

² Le pacte de stabilité européen prévoit notamment que les déficits publics des pays membres de l'UE ne doivent en principe pas dépasser 3 % du produit intérieur brut.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

gouvernement suisse et la principale banque de ce pays, l'Union de Banques Suisses.

167. L'UBS ambitionnait de devenir la principale banque d'affaires de Wall Street ; elle s'est gorgée de profits pendant des années en spéculant sur les crédits subprimes et s'est retrouvée piégée en juillet 2007, au moment de l'éclatement de la crise. C'est vraiment la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf.

168. Le 16 octobre, le Conseil fédéral annonce en effet un plan de sauvetage de l'Union de Banques Suisse. Le gouvernement avait jusque-là soigneusement caché son jeu, déclarant qu'en Suisse les banques n'avaient pas besoin de l'aide de l'Etat pour surmonter la crise.

169. L'Union de Banques Suisses est en grande difficulté : malgré des dépréciations d'actifs d'environ 50 milliards de francs, elle détient encore en octobre 2008 des dizaines de milliers de dollars « d'actifs toxiques » en portefeuille ; de nombreux clients retirent leur argent et sa capitalisation boursière a chuté de 80 % depuis l'éclatement de la crise ; quant aux autres banques suisses, elles lui refusent tout crédit, craignant que l'UBS ne coule et qu'elles ne revoient plus la couleur de leur prêt.

170. Selon le plan de sauvetage du gouvernement suisse, le bilan de l'UBS doit être déchargé de 60 milliards de dollars « d'actifs toxiques » financés à hauteur de 54 milliards de dollars par la Banque Nationale Suisse. Ces fonds seront transférés dans une société de portage originellement sise aux Iles Caïman, un paradis fiscal. Par ailleurs, la Confédération accordera à l'UBS un prêt de 6 milliards de frs. suisse au taux de 12 % pour renflouer les fonds propres de la banque.

171. Ce plan est imposé par le Conseil fédéral de manière anti-démocratique, sans le moindre débat parlementaire ; de plus, il n'est assorti d'aucune condition. L'Etat ne se donne aucun moyen de contrôler les décisions de la direction de l'UBS, sur quelque point que ce soit (entrée de représentants de l'Etat dans le Conseil d'administration d'UBS ; fixation de plafond pour les bonus).

168. Aucun des cinq principaux partis politiques suisses ne formule la moindre objection de principe sur l'opportunité de ce plan. C'est « l'union sacrée » pour sauver l'UBS, au motif qu'un naufrage de l'UBS conduirait l'économie suisse à la ruine. Les socialistes disent vouloir travailler « main dans la main » avec les partis de droite. Les seuls désaccords exprimés par les partis de gauche (parti socialiste et verts) portent uniquement sur l'absence de conditions posées et sur le caractère anti-démocratique de la décision du Conseil fédéral.

169. Aucun parti ne met en cause le système qui a conduit à cette situation, aucun ne fait valoir que le sauvetage des banques ne pourra qu'aggraver la crise sociale, en raison de la pression que la finance - ainsi renflouée - va exercer de manière renforcée au plan mondial pour redresser la rentabilité des capitaux accumulés.

170. On débloque ainsi sans problèmes 69 milliards de frs pour sauver l'UBS, alors même que le Conseil fédéral continue de mettre en œuvre des politiques d'économies drastiques au détriment des assurances sociales et des budgets publics (notamment la santé et l'éducation). Sans compter qu'un nouveau plan de sauvetage de l'UBS aux frais des contribuables n'est nullement exclu.

171. En février 2009, on apprend ainsi que les pertes de l'UBS pour l'exercice 2008 s'élèvent à 20 milliards de frs suisses et qu'elle a d'ores et déjà supprimé 11.000

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

emplois (le Crédit Suisse, quant à lui, annonce une perte de 8 milliards de frs pour 2008, et 5300 suppressions d'emplois).

172. De plus, on apprendra, toujours en février 2009, que les dirigeants de l'UBS se sont rendus complices de fraude en aidant de riches contribuables américains dans leur tentative de tromper le fisc des Etats-Unis.

173. L'UBS est dès lors contrainte sous menace d'un retrait de sa licence aux Etats-Unis - de livrer les noms de 300 clients américains au gouvernement des Etats-Unis, ouvrant ainsi une brèche dans le sacro-saint secret bancaire helvétique. Cela ne saurait satisfaire l'administration Obama qui exige que l'UBS lui livre les noms de 52.000 clients américains.

174. Les pays de l'Union Européenne s'appêtent à sauter dans la brèche et à lancer eux-aussi une offensive contre le secret bancaire helvétique, critiquant à juste titre l'évasion fiscale que celui-ci favorise. Les lois helvétiques opèrent en effet une distinction inacceptable entre fraude fiscale et évasion fiscale.

175. Il est cependant clair que ces attaques contre le secret bancaire helvétique et contre les paradis fiscaux s'inscrivent aussi dans le contexte de la crise financière et d'une concurrence acharnée entre les banques. Des Etats comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis n'entretiennent-ils pas eux-mêmes, à leur porte ou sur leur territoire, des paradis fiscaux ?

Les marchés financiers dictent leur volonté

176. Une chose est sûre, suite à tous ces plans de sauvetage des Etats : au sein des classes dominantes, c'est désormais clairement la fraction liée à la finance qui est hégémonique, et non plus la fraction industrielle. Les multinationales - y compris industrielles - réalisent elles-aussi désormais une grande partie de leurs profits sur les marchés financiers. Ce plan de sauvetage des banques confirme donc que le pouvoir réside dans la finance et que la bourse dicte ses volontés.

177. Non seulement les dirigeants des grands établissements financiers n'encourent aucune sanction pour la totale irresponsabilité dont ils ont fait preuve pendant des années pour assouvir leur soif dévorante de profits, mais ils sont sauvés et renfloués et vont pouvoir reprendre leur activité parasitaire au détriment de toutes les activités sociales. C'est le règne de l'impunité.

178. Le comble, c'est qu'aux Etats-Unis comme en Europe, les banques d'affaires se font grassement payer pour mettre sur pied ces plans de sauvetage gouvernementaux, à elles destinés.

179. Plusieurs questions se posent cependant avec de plus en plus d'insistance au sein des classes dominantes : qui va payer ces plans de sauvetage ? Les économistes et autres analystes financiers s'inquiètent du coût de ces opérations de sauvetage qui menacent de faire exploser les déficits budgétaires des grands pays industrialisés.

180. Les marchés financiers ne vont-ils pas commencer d'avoir des doutes face à la succession d'emprunts d'Etat que vont générer tous ces plans de sauvetage (sans compter les plans de relance économiques) ? Quelles seront les conséquences du point de vue de la crédibilité des Etats de ces rachats par eux d'actifs « toxiques » à hauteur de centaines, voire de milliers de milliards de dollars ou d'euros ? La crise globale du capitalisme ne va-t-elle pas atteindre les Etats eux-mêmes ? Telles

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

sont quelques-unes des questions qui « taraudent » aujourd'hui les classes dominantes à propos des développements futurs de cette crise.

La doctrine néo-libérale a du plomb dans l'aile

181. Les néo-libéraux, de leur côté, sont totalement pris à contre-pied par cette crise; elle contredit toutes leurs positions sur les mécanismes autocorrecteurs du marché et leur refus de toute intervention de l'Etat dans l'économie privée ; selon leur credo, en effet, une telle intervention ne peut que perturber lesdits mécanismes autocorrecteurs. On connaît la boutade de Reagan, selon laquelle « l'Etat n'est pas la solution, mais le problème ».

182. Vu la gravité de la crise financière, les néo-libéraux ne peuvent en effet qu'approuver - quoique à contre-cœur - une intervention de l'Etat car il s'agit en toute priorité de sauver les banques et le système financier mondial. Pour eux, l'intervention de l'Etat est donc un « mal nécessaire », un « moindre mal », dans cette situation de crise globale.

183. Ils se méfient toutefois grandement de cette intervention dans le système financier et dans l'économie; ils craignent en effet que si les gouvernements entrent dans les banques à la faveur de leur action pour les recapitaliser, ils y restent et y imposent leurs conditions. Personne en effet, ne peut prédire les développements de la crise et les contradictions s'aiguisent au sein des classes dominantes sur les moyens à mettre en oeuvre pour sortir de cette crise.

184. Pour les néo-libéraux, l'Etat doit certes intervenir pour sauver le système financier, mais il devra s'en retirer dès que possible pour permettre aux marchés - en particulier aux marchés financiers - de fonctionner à nouveau « librement » ; ils sont bien prêts à accepter - du bout des lèvres - quelques mesures de régulation mais se promettent de les contourner à la première occasion.

185. Le problème évidemment, c'est qu'une telle position postule que la crise n'est qu'un accident de parcours du capitalisme, dont il se remettra pour se redéployer comme par le passé, et non pas une crise fondamentale du système, appelée à durer et à se durcir au détriment de la grande majorité des salariés et des populations, tant qu'une alternative au capitalisme n'émergera pas.

186. La doctrine néo-libérale est certes en crise, mais le système est toujours là, et il y a fort à parier que sa réponse à cette crise consistera à intensifier l'exploitation des travailleurs au niveau mondial, à privatiser de plus belle les services publics pour ouvrir de nouvelles zones de profit au capital, à remettre en cause les acquis sociaux conquis dans les pays industrialisés et à opprimer plus violemment encore les populations des pays pauvres.

187. La crise va en effet accentuer toutes les contradictions entre les entreprises et entre pays, car chacun va tendre à renforcer sa compétitivité pour résister à la concurrence et survivre dans cette crise. Il s'agit bien évidemment dans cette lutte pour le profit de redresser les taux de rentabilité du capital.

188. C'est la raison pour laquelle, du point de vue de toutes celles et de tous ceux qui vivent de leur travail dans le monde (ou espèrent en vivre), la question du contenu de notre alternative à ce système se pose aujourd'hui avec urgence.

189. La logique du profit et de l'accumulation capitaliste font en effet obstacle à tout système de production axé sur les besoins des populations et sur les droits des

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

travailleurs/euses ; il fait ainsi obstacle à toute solution à la crise sociale et la crise écologique, lesquelles ne cessent de s'aggraver au niveau mondial.

190. Cette crise financière doublée d'une récession mondiale peut dès lors déboucher sur la pire barbarie, si aucune rupture n'intervient. Or, la condition d'une telle rupture, c'est le contenu d'un projet alternatif.

191. Quand on entend le président de l'Union Européenne, Nicolas Sarkozy, appeler à « refonder le capitalisme », et dans le même temps, en France, annoncer 30'000 suppressions d'emplois dans la fonction publique pour « élargir la marge de manœuvre de l'Etat » face à la crise, nous avons de quoi être inquiets.

192. Il y a tout lieu de parier en effet que les classes dominantes vont vouloir procéder à des coupes sombres dans les dépenses publiques, en particulier les dépenses sociales, et/ou imposer à la grande masse de la population des augmentations d'impôt pour participer au sauvetage des banques.

193. Il y a tout lieu de penser aussi que les classes dominantes s'apprêtent à renforcer leur arsenal répressif pour faire face aux mouvements sociaux que ne manquera pas d'engendrer cette crise globale du système, avec la montée en flèche du chômage qu'elle génère partout.

194. C'est ainsi que le chef de la CIA américaine, lors d'une récente audition au Congrès (février 2009), vient de déclarer que l'insécurité causée par la crise économique globale va devenir la principale menace à laquelle seront désormais confrontés les Etats-Unis, surpassant ainsi la menace du terrorisme.

195. C'est ainsi qu'en Suisse, au moment de l'élection au Conseil fédéral de décembre 2008, Christophe Blocher, le dirigeant de l'Union Démocratique du Centre, formation de la droite dure et premier parti de ce pays, a déclaré que son parti devait être représenté au sein du Conseil fédéral et qu'il était prêt à diriger le département militaire pour assumer les tâches du maintien de l'ordre intérieur, car la crise allait provoquer des troubles sociaux.

Octobre 2008 : Montée du dollar et du yen ; crise sur le marché des changes ; désordres monétaires

196. L'aiguinement de la crise financière va déboucher sur des évolutions erratiques sur le marché des changes et générer des crises monétaires dont seront victimes de nombreux pays, ainsi précipités dans la récession. Elle va de plus contribuer à désorganiser les échanges internationaux déjà éprouvés par le recul d'activité dû à la crise.

Montée du dollar

197. En octobre, on constate contre toute attente, que le dollar continue de s'apprécier face à l'euro et aux autres monnaies. Cette montée du billet vert contredit toutes les lois de l'économie : elle intervient malgré l'aggravation prévisible du déficit budgétaire américain suite aux multiples opérations de sauvetage du Trésor américain, et malgré le fait que la Réserve fédérale américaine ne cesse d'injecter des liquidités dans le système financier et de baisser ses taux d'intérêt directeurs.

198. La plupart des analystes prédisaient donc - au contraire - une baisse du dollar mais la crise change tous les paramètres. Le billet vert s'apprécie et la raison en est simple, aussi paradoxal que ça puisse paraître : c'est la « fuite vers la qualité »

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

et « l'aversion pour le risque » qui prédominent. La corrélation négative du dollar avec les cours du pétrole se confirme aussi.

199. Les Etats-Unis, avec le sauvetage de Freddie Mac et Fannie Mae, puis leur intervention énergique pour sauver l'assureur AIG, enfin le plan de sauvetage des banques qu'ils ont proposé les premiers paraissent en effet très déterminés dans leur action de défense du système financier mondial.

200. Beaucoup plus déterminés par exemple que les pays de l'Union Européenne, qui apparaissent au contraire divisés. Bien que la crise soit partie des Etats-Unis, et qu'elle frappe durement ce pays, les investisseurs financiers en concluent que c'est encore aux States que réside la sécurité pour leur capital, et tant pis pour le rendement. A la crise, comme à la crise !

201. Cette remontée du dollar (ainsi que du yen et du franc suisse) due notamment à l'afflux de capitaux vers les Etats-Unis, la Suisse et le Japon, va se traduire dès octobre par une crise des changes touchant un grand nombre de pays qui voient leur monnaie chuter en raison de la fuite des capitaux vers des places plus sûres.

Crise sur le marché des changes

202. En octobre, il apparaît en effet que la crise financière mondiale a pris une autre dimension et qu'elle débouche aussi désormais sur une crise monétaire de grande ampleur.

203. Des pays se trouvent subitement au bord de la banqueroute, certains doivent être secourus en toute hâte par le Fonds Monétaire international ; citons, parmi les pays en difficulté : L'Islande, l'Irlande, la Hongrie, l'Ukraine, les pays baltes, la Biélorussie, la Croatie, l'Albanie, la Serbie, la Roumanie, la Pologne, mais aussi sur les autres continents, le Pakistan, l'Afrique du Sud et l'Argentine.

204. Pour donner un exemple, on apprenait en février 2009, que le zloty polonais avait perdu en quatre mois 50 % de sa valeur par rapport à l'euro.

205. Ces pays sont violemment frappés par le retrait massif de capitaux de la part des investisseurs américains et européens, mais aussi par la fuite des capitaux appartenant à des investisseurs nationaux. De plus les banques d'Europe de l'Ouest, fortement engagées dans les pays d'Europe centrale ou les pays baltes, retirent leurs billes pour faire face à la crise.

206. Il faut dire que suite à chute du Mur, les pays d'Europe centrale et les pays baltes ont tenté de développer leur économie, en s'endettant fortement par rapport aux investisseurs étrangers et aux banques d'Europe de l'Ouest .

207. Même un pays comme l'Inde qui avait été l'une des destinations favorites des investisseurs étrangers est désormais victime de retraits massifs de capitaux, et voit en octobre sa monnaie chuter de 27 % par rapport au dollar depuis 2008. La Russie, frappée elle-aussi, doit procéder à plusieurs dévaluations du rouble et puiser massivement dans sa réserve de devises pour soutenir sa monnaie.

208. Dans tous ces pays, cette crise des changes va se traduire par :

- une hausse des taux d'intérêts pour tenter de protéger leur monnaie.
- un renchérissement des produits importés.
- un gonflement de leur dette souvent libellée en dollars ou en euros.

209. Tous ces éléments vont entraîner au final une contraction de l'activité économique dans ces pays, doublée de politiques d'austérité très douloureuses pour les populations.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

210. Certes, le FMI vient à la rescousse de plusieurs de ces pays (Islande, Ukraine, Pakistan, Hongrie), mais il subordonne ses prêts à des conditions drastiques : restructuration et diminution des dépenses publiques, réduction des dépenses sociales ; on peut s'imaginer les dégâts dans des pays relativement pauvres, dont les populations vont de plus fortement souffrir des effets de la récession (chômage, pressions sur les salaires et les revenus, etc.).

211. Cette situation ne manquera pas de se répercuter en retour sur la situation des banques européennes qui se sont fortement engagées dans les pays d'Europe centrale ou dans les pays baltes et vont être submergées de « mauvaises dettes ». Les banques autrichiennes ont particulièrement investi dans les pays d'Europe centrale, suivie des banques allemandes, italiennes, néerlandaises et françaises. Les banques suédoises, quant à elles, sont particulièrement engagées dans les pays baltes.

Evolution chaotique sur le marché des changes

212. D'une manière générale, on peut constater sur toute l'année 2008 des évolutions chaotiques et brutales sur le marché des changes. Tout cela contribue bien évidemment à accroître les incertitudes et tend à désorganiser l'activité économique, la production et les échanges internationaux.

213. C'est ainsi que l'euro qui caracolait à 1,60 dollar au 15 juillet est redescendu à 1,26 dollar en quelques mois (de 1,65 à 1,43 par rapport au franc suisse). C'est ainsi, également, que le yen s'est très fortement apprécié par rapport au dollar. Ce qui accentue les risques de récession de l'économie nippone, fortement basée sur les exportations.

214. Pourquoi cette crise sur le marché des changes et quel lien avec la crise financière ? Cette crise des changes est notamment due au débouclage en toute hâte des positions d'investisseurs financiers (notamment hedge funds) qui empruntent dans les pays à très bas taux d'intérêt (Etats-Unis, Japon, Suisse) pour acquérir des titres à hauts rendements dans des pays présentant un risque plus élevé.

215. Dans cette situation de crise, tous ces investisseurs tendent à se replier vers les pays sûrs, même à bas taux d'intérêt ; cette fuite des capitaux précipite ainsi les pays les plus fragiles et vulnérables dans une crise monétaire ; c'est par ce biais que de nombreux pays, qui n'ont strictement rien à voir avec la crise des crédits subprime, vont être entraînés dans la tourmente de la récession mondiale.

216. La crise des changes constitue ainsi un nouveau vecteur, un nouveau point d'entrée, par lequel la crise financière partie des subprime se transmet aux activités de production de biens et service, et débouche sur une récession - voire même une dépression - mondiale.

7. Aggravation de la crise : récession - voire dépression - mondiale

217. Durant le dernier trimestre 2008, la crise n'a cessé de s'approfondir. Tous les pays et tous les secteurs sont désormais touchés. Les annonces de suppressions d'emplois massives se succèdent sans discontinuer et leur rythme s'accélère. Le chômage monte en flèche, partout.

218. La crise financière se poursuit, elle va connaître une deuxième vague suite à l'approfondissement de la récession mondiale qui va multiplier les faillites d'entreprises et le « mauvaises dettes » pour les banques.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

- Citigroup en difficulté a sollicité l'aide de l'Etat et annoncé 50'000 suppressions d'emplois, en plus des 11'000 auxquels il a procédé durant le 3^e trimestre, et la réduction du nombre de ses courtiers de 10'000 à 1000.
- AIG a sollicité une nouvelle aide de l'Etat.
- Merrill Lynch annonce une perte de 23 milliards de frs. au 4^{ème} trimestre 2008. Elle plombe ainsi les comptes de Bank of America qui l'a reprise sous la pression du Trésor américain. Ce dernier vient de lui allouer 20 milliards de dollars pour la dédommager des pertes encourues à cause de Merrill Lynch.
- Royal Bank of Scotland a annoncé une perte de 45 milliards de frs suisses en 2008.
- L'UBS a annoncé une perte de 20 milliards de frs sur l'exercice écoulé. Elle a d'ores et déjà annoncé la suppression de 11.000 emplois.
- Plusieurs banques allemandes et anglaises ont demandé le soutien de leur gouvernement.
- Les banques autrichiennes sont durement touchées par la crise des changes qui affecte les pays d'Europe centrale.

219. Dans le secteur de la production de biens et services, la récession s'étend et se durcit. Tous les secteurs sont touchés. Les seuls qui tirent aujourd'hui leur épingle du jeu sont ceux de l'armement et de la sécurité, auxquels il faut ajouter l'industrie pétrolière pour 2008.

220. La construction est durement touchée, notamment dans les pays frappés par la crise immobilière. L'Espagne est particulièrement atteinte. La contraction de l'activité dans le bâtiment y est particulièrement brutale et se répercute sur toute l'économie.

221. Le secteur automobile est en grande difficulté, dans tous les pays, vu l'effondrement général des ventes. En Europe, pratiquement toutes les firmes automobiles ont procédé à des fermetures temporaires d'usines et mis de nombreux salariés au chômage technique. Pour ces derniers, cela représente une réduction brutale de leur pouvoir d'achat puisque l'indemnité n'atteint au maximum que 60 % de leur salaire, en France par exemple.

222. Aux Etats-Unis, le Sénat vient de refuser un plan de sauvetage des 3 grandes firmes de Détroit : General Motors, Chrysler et Ford (depuis lors, l'aide a été accordée en échange de conditions drastiques, notamment un plan de restructuration et la suppression de nombreux emplois : 47.000 pour la seule General Motors).

223. Les républicains ont fait valoir que ce serait de l'argent jeté par les fenêtres, parce que les usines japonaises qui se sont établies dans le sud des Etats-Unis sont beaucoup plus compétitives, et pour cause : elles paient des salaires plus bas qu'à Détroit, elles ne financent ni caisses de retraite ni assurance-maladie et, ne connaissent pas les syndicats. Ils ont donc exigé un plan de restructuration attaquant frontalement les conditions de travail des salariés des « Big Three ».

224. On voit ainsi quel sera l'un des enjeux de cette crise, principalement dans les pays industrialisés, aligner vers le bas, et toujours plus vers le bas, les conditions de travail des salariés dans le monde entier pour restaurer les taux de profit, sérieusement mis à mal par cette crise.

225. Les difficultés de l'automobile et de la construction toucheront de nombreuses activités. Elles se répercuteront en amont (matériaux de construction, engins de chantier, sidérurgie, pneumatiques, transport maritime, routier et

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

aérien, etc) et en aval dans les activités de vente et de transport. La crise se transmet ainsi à tous les secteurs.

226. J'aimerais citer l'exemple du transport maritime. Sur les routes du Pacifique, début 2008, celui-ci avait déjà régressé de 15%. Aujourd'hui, il y a 700 navires de gros tonnage en activité qui sont d'ores et déjà en surcapacité. Et comme les armateurs ont tablé sur une poursuite de la croissance au rythme de ces dernières années, il y a d'ores et déjà 700 autres navires en commandes, ou en cours de fabrication.

227. Pour beaucoup, les commandes seront annulées par les armateurs pris à la gorge. Pour d'autres, le financement sera coupé. On peut imaginer les effets en retour sur les chantiers navals, sur la production d'acier ou l'extraction du minerai de fer, sur la production de tous les matériaux utilisés dans la construction navale, avec leurs conséquences sur les emplois. Cette régression générale de l'activité dans le secteur se répercutera bien évidemment en retour sur le secteur financier.

228. Ce ne sont pas seulement les secteurs traditionnels de la construction, de l'industrie et des transports qui sont durement frappés par la crise, des secteurs emblématiques de la modernité comme l'industrie informatique ou l'aéronautique le sont également. IBM envisage par exemple de supprimer 17.000 d'emplois, Microsoft s'apprête aussi à supprimer des milliers d'emplois.

229. Le secteur des services n'est pas épargné : la crise financière débouche sur la suppression de centaines de milliers d'emplois dans les banques et institutions financières. Certains avancent des prévisions de 1,2 à 1,4 millions d'emplois supprimés dans ce secteur sur 2-3 ans. La grande distribution qu'on croyait relativement à l'abri est également touchée : en Grande Bretagne, les grands magasins Woolworth sont en faillite et 27.000 employés se retrouvent sans travail.

230. Les annonces de suppressions d'emplois se succèdent à un rythme effréné et le chômage monte en flèche.

Quelques chiffres :

Ce sont tout d'abord les 588.000 emplois supprimés aux Etats-Unis pour le seul mois de novembre 2008, auxquels s'ajoutent 524.000 suppressions d'emplois en décembre. En novembre, ce sont les services qui ont subi l'essentiel des coupes avec 370.000 suppressions d'emplois.

Cela porte à 2,6 millions le nombre d'emplois supprimés sur 2008. En janvier 2009, on apprenait de plus que 600.000 emplois avaient été supprimés aux Etats-Unis.

Le nombre de demandeurs d'emplois s'élevait à fin janvier à 17,4 millions et près de 8 millions de personnes supplémentaires étaient employées à temps partiel de manière non-volontaire, ce qui porte à 25 millions le nombre de personnes directement touchées par la crise aux Etats-Unis.

En Allemagne, ce sont 400.000 demandeurs d'emplois supplémentaires qui se sont annoncés aux agences de l'emploi en janvier 2009.

En France, on estime à 250.000 le nombre de nouveaux chômeurs sur 4 mois.

En Espagne, le nombre des chômeurs/euses a augmenté de 1,2 millions depuis début 2008 et le rythme s'accélère : 200.000 chômeurs de plus pour le seul mois de janvier 2009.

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Chronique de la crise

La Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, la Russie et même l'Australie qui vient d'être rattrapée récemment par la crise, tous les pays enregistrent une montée du chômage et une aggravation de la crise sociale.

Conclusion (provisoire)

Partout, le chômage augmente et dans le monde entier les travailleurs et travailleuses précaires servent de tampon amortisseur dans cette crise, avant les licenciements des travailleurs engagés dans des conditions plus stables.

Il ne faut pas se voiler la face. Cette crise est une crise de système et elle va s'aggraver. Elle sera très douloureuse pour toutes celles et tous ceux qui vivent de leur travail.

Raison de plus pour l'affronter en mettant en cause leur système et en intensifiant notre travail au sein de la gauche et de l'extrême-gauche, pour le projet d'une autre société.

Et certainement pas en appelant au consensus et à « l'union sacrée » pour sauver nos banques et défendre notre compétitivité nationale face à cette crise.

Notre camp, c'est celui de tous les salariés et de toutes les personnes qui vivent de leur travail sur cette planète (ou tentent d'en trouver un).

Et certainement pas celui d'une « union sacrée » (par ailleurs complètement illusoire) avec notre propre classe dominante, dans chacun de nos pays, en position subalterne à ladite classe dominante.

Une telle orientation nous positionnerait comme complice de l'exploitation par nos banquiers et nos multinationales des salariés et des richesses du monde entier,

- diviserait les travailleurs dans chacun de nos pays sur une base « nationaliste »,
- nous opposerait aux travailleurs des autres pays et à tous ceux qui sont opprimés par ce système sur cette planète,
- désarmerait les salariés dans chacun de nos pays face aux politiques des classes dominantes qui s'attaqueront partout à leurs conditions de vie pour redresser les taux de rentabilité du capital ; il s'agit en effet pour ces dernières qui vivent du profit, d'une manière directe ou indirecte, de maintenir ce système de plus en plus dévastateur, quel qu'en soit le prix pour les populations en termes sociaux ou écologiques.